En partant de la gauche politique, l’Occident a acquis une mauvaise conscience de sa propre histoire et de ses propres réalisations. La haine de soi qui en résulte ne se manifeste nulle part aussi clairement que dans les relations avec Israël.

Par Jan Kapusnak

Pourquoi l’Occident s’indigne-t-il lorsqu’Israël se défend contre le terrorisme génocidaire, alors qu’il reste largement silencieux face aux massacres en Syrie, aux exécutions de dissidents en Iran ou à la déresponsabilisation systématique des femmes en Afghanistan ?

Pourquoi des dizaines de milliers de personnes défilent-elles dans les capitales européennes avec des drapeaux palestiniens, alors que presque personne ne dit un mot lorsque le Hamas exécute brutalement des Palestiniens soupçonnés de « collaboration » avec Israël ?

Pourquoi parle-t-on de « génocide » à Gaza – même après un cessez-le-feu vivement réclamé par les activistes occidentaux – alors que la famine et les crimes de masse au Yémen, au Soudan et ailleurs ne suscitent guère de remous ?

Pourquoi Israël – un État démocratique entouré de régimes hostiles – fait-il l’objet d’une étude microscopique de ses agissements, alors que les crimes des tyrannies de ce monde restent souvent ignorés ?

La réponse est moins enfouie dans le Moyen-Orient que dans la pathologie culturelle et morale de l’Occident moderne.

Un phénomène de prospérité

Le terme « oïkophobie » – du grec « oikos » (maison) – résume bien la situation : la dépréciation irrationnelle de sa propre civilisation. Popularisé à l’origine par le philosophe britannique Roger Scruton, le terme décrit une pathologie dans laquelle l’autocritique se transforme en mépris de soi.

Alors que la xénophobie est dirigée contre l’étranger, l’oïkophobie méprise le familier. Elle s’épanouit dans les sociétés prospères et stables, où le confort génère de la culpabilité et où les élites confondent autocritique et vertu.

Ce phénomène a des antécédents historiques, de l’Athènes et de la Rome classiques à la France des Lumières et à la Grande-Bretagne victorienne. Le résultat

n’est pas l’humilité, mais la haine de soi – la conviction que sa propre culture est corrompue de manière unique. Un fantasme de grandeur tordu. Et bien sûr, les autres cultures apparaissent innocentes en comparaison.

Cette haine de soi est devenue le noyau émotionnel de la gauche progressiste occidentale. Lorsque les utopies économiques du XXe siècle – le marxisme et le socialisme réel – se sont effondrées sous la contrainte, la corruption, l’inefficacité et le dysfonctionnement, leurs partisans n’ont pas du tout abandonné la foi ; ils l’ont détournée. L’impulsion révolutionnaire a survécu, mais l’objectif s’est déplacé : de la haine du capitalisme, il est passé à une critique dévastatrice de la tradition occidentale.

Là où l’ancienne gauche condamnait l’exploitation économique, la nouvelle gauche condamne la civilisation elle-même. L’ennemi n’est plus le « capital bourgeois », mais la « blanchité », le « colonialisme » et l' »hégémonie occidentale ». Au cœur de cette vision du monde se trouve la conviction que l’Occident, fondé sur la culture « blanche », est responsable de plus ou moins tout le mal du monde et que ce mal éclipse tout le bien qui pourrait faire douter de cette condamnation.

L’histoire occidentale est réinterprétée comme un répertoire de crimes, presque exclusivement à travers le prisme de la culpabilité : de l’esclavage, du colonialisme et du racisme. Les statues sont renversées, les symboles nationaux diffamés, les systèmes éducatifs remaniés pour faire amende honorable.

Paradoxalement, la gauche radicale utilise les idéaux occidentaux comme des armes contre l’Occident lui-même. La raison, l’égalité, les droits de l’homme et la justice – nés des Lumières occidentales – sont réinterprétés comme des instruments de la domination occidentale.

Quand la gauche parle de justice, elle parle souvent de vengeance – pas d’équité, mais de représailles sous le costume de la vertu. Le résultat est un récit moral enivrant : l’Occident pèche, les autres souffrent, la rédemption réside dans une pénitence sans fin et la perspective du pardon. De nos jours, l’autoflagellation morale est devenue une sorte de religion séculière – une religion de la mauvaise conscience.

Juste et radical

Qu’est-ce qui explique que la haine de la tradition en Occident soit si

impitoyablement concentrée sur le seul Occident ? Elle résulte d’un déplacement de l’accent moral – des individus et des classes économiques vers les groupes raciaux et ethniques supposés. La gauche moderne divise l’humanité en victimes et en oppresseurs, ce qui rend la civilisation occidentale singulièrement coupable.

Le désir d’aider les personnes historiquement défavorisées à faire valoir leurs droits se transforme facilement en double morale. Il est considéré comme répréhensible de rendre les groupes concernés coresponsables de leur mauvaise situation dans le cadre de circonstances historiques. Pour accentuer sa propre culpabilité, les autres cultures sont systématiquement disculpées et les critiques à leur égard sont stigmatisées comme du racisme. La dénonciation de sa propre culture garantit une plus-value morale certaine.

La haine de soi de l’Occident n’est nulle part aussi évidente que dans sa relation avec Israël. Pour une grande partie de la gauche radicale, Israël représente tout ce qu’elle abhorre : une société démocratique occidentale, petite mais prospère, technologiquement avancée, militairement capable de se défendre, nationalement unie et sûre de son identité.

Une cible parfaite pour projeter la haine de soi à l’extérieur. L’État juif devient un paratonnerre pour les péchés de sa propre période impériale et coloniale. La haine s’exacerbe dans des comparaisons absurdes avec les nazis et des accusations d’apartheid. Lorsque les Juifs se défendent, ils ne peuvent que pratiquer le génocide. La critique d’Israël devient un théâtre de vertu de diabolisation qui permet à l’Occident de se repentir en diabolisant l’État juif.

Mêlé à la haine de soi culturelle, un héritage malheureux qui a survécu à l’Union soviétique s’en mêle. Pendant la guerre froide, Moscou a présenté les sionistes comme des agresseurs coloniaux et racistes et les Palestiniens comme leurs victimes innocentes. Le conflit est devenu une partie d’une « guerre contre l’Occident » plus large, un récit qui s’est profondément ancré dans la politique « progressiste ». L’OLP d’Arafat est devenue la boussole morale de la gauche radicale, malgré le nombre incalculable d’actes terroristes qu’elle a commis, et le credo de l’anti-impérialisme du tiers-monde semblait justifier même la forme la plus abjecte d’exercice de la violence.

La guerre existentielle menée par Israël contre le Hamas, organisation terroriste génocidaire retranchée parmi la population civile de Gaza, a généré ce qui est sans doute la plus grande vague politique mondiale du XXIe siècle à ce jour : le

mouvement propalestinien, qui se déchaîne dans les rues des métropoles occidentales, mais aussi sur les médias sociaux.

Ce qui se présente comme une lutte pour la justice se soucie moins de la souffrance des vraies victimes de la guerre que de l’affichage de sa propre supériorité morale. Les manifestants brandissent des slogans qu’ils ne comprennent guère et réduisent un conflit complexe à une image déformée du bourreau brutal et de la victime innocente.

Peu de protestataires, jeunes pour la plupart, ont la connaissance historique du fait que la population juive du Moyen-Orient a été exposée à une terreur djihadiste constante avant et après la création de l’État d’Israël. Ils n’ont aucune idée du fait que les dirigeants palestiniens ont rejeté des offres de paix sérieuses, encore et encore. Ils ont rejeté l’offre « paix contre terre » dans l’espoir fou d’obtenir un jour l’ensemble du pays après l’expulsion réussie des Juifs. Le slogan « From the river to the sea » (de la rivière à la mer) est scandé sans que l’on comprenne qu’il exige la destruction d’Israël.

Thèse populaire de la légitime défense

Dans la doctrine de la gauche radicale, le relativisme culturel exige qu’aucune société ne puisse prétendre à une supériorité intrinsèque. Concrètement, cela signifie que l’Occident – et Israël en particulier – doit se conformer à un standard de pureté morale presque impossible à atteindre, mais qui n’est presque jamais appliqué aux acteurs non occidentaux. Toute opération militaire est considérée comme barbare, tout acte de défense est contraire au droit international, et la guerre, aussi « juste » soit-elle, est illégitime en tant que telle.

En contraste frappant, la violence aveugle des groupes terroristes qui prétendent lutter pour les défavorisés de ce monde est réinterprétée comme de la légitime défense. La philosophe Judith Butler, par exemple, a légitimé le massacre du 7 octobre comme un acte de « résistance armée ». L’assassinat ciblé et délibérément cruel de civils par le Hamas, son utilisation cynique d’êtres humains comme boucliers, ainsi que la construction systématique d’infrastructures terroristes qui sabotent le développement de la prospérité et de la société civile, apparaissent ainsi comme une nécessité interne.

Cette distorsion morale révèle la véritable nature du mouvement « Free Palestine ». La romantisation de la violence du Hamas, le slogan « End Zionism » et l’indignation

débordante qui a survécu au cessez-le-feu d’octobre n’ont rien à voir avec l’amélioration des conditions de vie à Gaza.

Le sentiment de culpabilité occidental est devenu une religion politique – et cela n’est nulle part plus évident que dans la politique migratoire. Les immigrants illégaux sont accueillis en grand nombre en tant que « réfugiés » et ne sont presque jamais renvoyés. On peut qualifier cela de pragmatique ou de compassionnel, mais c’est avant tout une politique de pénitence. La culpabilité épique et le masochisme culturel s’avèrent être le moteur de l’immigration illégale à grande échelle : une grande partie des élites pense que le moment est venu de payer pour les péchés passés, même si cela doit endommager leur propre société.

Les migrants récemment arrivés, en particulier ceux originaires de pays à majorité musulmane, rejoignent souvent la gauche radicale. Les manifestations de rue bruyantes et agressives ont pour but de pousser les gouvernements à adopter des positions propalestiniennes. En septembre, le président français Emmanuel Macron a reconnu la Palestine comme un État, bien que presque aucune des conditions formelles n’ait été remplie.

Une nourriture toute trouvée

Les mouvements islamistes savent exploiter la tendance occidentale à la haine de soi avec une assurance de rêve. Ils maintiennent en permanence la conscience occidentale sur le banc des accusés et alimentent la machine à indignation médiatique en ébullition avec toujours plus de « crimes contre l’humanité » qu’Israël aurait soi-disant commis. Des termes cyniquement détournés tels que « génocide », « apartheid » ou « colonialisme » continuent d’alimenter le discours. En persuadant les démocrates libéraux que l’autodéfense est immorale, les islamistes mènent une guerre psychologique plus efficace que n’importe quelle offensive militaire.

La convergence est frappante. La gauche radicale et l’extrémisme islamiste s’unissent dans une hostilité militante envers Israël et l’Occident. L’un instrumentalise la culpabilité, l’autre la tolérance. Ensemble, ils renforcent l’indignation, la polarisation et l’instabilité politique. Leur objectif, non pas caché mais ouvertement proclamé, l' »intifada mondialisée » (lire : le djihad), ne signifie rien de moins que la destruction de l’Occident.

Le discours sur Gaza a créé sa propre dynamique. Les élites occidentales libérales, qui devraient être immunisées contre les tentations totalitaires, se rallient au discours extrémiste – de peur d’être étiquetées « racistes » ou « islamophobes ». Il existe pourtant une différence claire entre le véritable racisme et le rejet de croyances, d’attitudes et d’objectifs profondément destructeurs. Sous l’influence d’une propagande antisémite largement diffusée, le monde occidental s’est déjà éloigné de ses fondements moraux – et le temps de changer de cap est compté.

Jan Kapusnak est un auteur indépendant vivant à Tel Aviv. Il écrit sur le Moyen-Orient, Israël et les questions géopolitiques.

Cet article a d’abord été publié dans le NZZ.